

Dettes, impôts et taxes : la fin d'un mythe



Il était une fois, dans un pays lointain, un roi zélé qui avait décidé de rattraper le retard pris par son pays par rapport aux recommandations chiffrées du fameux rapport sur les « migrations de remplacement, solution au déclin et au vieillissement des populations ». Ses serviteurs maintenaient l'ardeur laborieuse et la discipline civique de ses sujets grâce à un mythe fondateur, appelé la Retraite.

En effet, afin de reconstruire le pays dévasté par une guerre mais porté par de fortes perspectives de prospérité, on avait décidé, trois générations plus tôt et pour la première fois dans l'Histoire de l'humanité, d'accorder une pension viagère à tous ceux qui quittaient la vie active à partir d'un certain âge, à la fois pour récompenser les services qu'ils avaient

rendus au pays, et pour passer leurs postes de travail aux plus jeunes, appelés en contrepartie à apporter des cotisations au système. Cette logique de solidarité intergénérationnelle, dans un pays qui sortait d'une guerre douloureuse et devait produire de l'enthousiasme, était alors acceptée par tous. Ainsi, dès la première année, sans qu'il soit nécessaire d'attendre la constitution d'un trésor d'épargne, mais avec certes une aide initiale de l'État, le système put servir une pension de retraite aux nouveaux retraités, grâce aux contributions des nouveaux cotisants.

Après la forte expansion économique de l'après-guerre et de la conversion du pays au capitalisme, le système fut encore dopé par l'arrivée au travail de la génération née après la guerre dans un contexte d'explosion démographique, se traduisant ainsi par une explosion des cotisations au système. Lorsque l'économie cessa de croître à un rythme supérieur à la croissance de la population, on inventa le mythe de la Crise, étymologiquement un état de déséquilibre aigu nécessitant une décision correctrice. On ne reviendra pas sur les circonstances du prétexte qui permit de qualifier la situation économique de critique, mais les serviteurs du roi de ce pays continuent, aujourd'hui encore, d'entretenir ce mythe depuis quarante-cinq ans. Déjà, une génération entière est donc arrivée sur le marché du travail dans un contexte d'économie en crise et elle est partie en retraite sans avoir connu d'autre contexte que cette Crise. Et cette génération, censée pourvoir, par ses cotisations, aux pensions de la grosse génération d'après-guerre, fut de plus affligée d'un fort taux de chômage, appelé d'ailleurs à durer aussi longtemps que la Crise structurelle, c'est-à-dire indéfiniment.

Le roi de ce pays lointain limogea un certain nombre de ministres incapables de résoudre la quadrature circulaire de la distribution en temps réel d'un total de pensions supérieur au total des cotisations, ou d'imposer une réduction drastique des pensions. Puis, il se fit présenter quelques modèles de

systemes par capitalisation qui, tous, avaient alors l'inconvénient de faire payer double à une génération, condamnée à constituer sa retraite par capitalisation et à pourvoir simultanément à la retraite par répartition de la génération antérieure. Un autre inconvénient apparut bien plus tard dans les pays qu'on citait alors comme modèles du système de retraite par capitalisation, en l'occurrence la fonte du capital en système capitaliste. Soit les institutions de retraite plaçaient les fonds prévisionnels en produits financiers de Bourse, et ils devenaient victimes, voire agents, de la spéculation effrénée qui ruine régulièrement les économies capitalistes, soit elles gardaient les fonds en liquide ou en obligations étatiques, et ils se dévaluaient aussi lourdement que le fait la monnaie des pays surendettés.

Car évidemment, ce pays lointain s'endetta, et pas uniquement pour son système de retraite qui n'était que l'un des symptômes de sa propension à la dépense effrénée et au déséquilibre budgétaire. Après quelques années d'inflation (occulte) à deux chiffres, les conseillers du roi eurent l'idée de combiner la monnaie du pays avec celles des pays voisins, pas meilleurs gestionnaires, en une devise composite que la spéculation allait amputer de près d'un tiers de sa valeur (et de son pouvoir d'achat) dans sa première année et demie d'existence, puis serait artificiellement collée à celle d'un pays encore plus lointain qui allait lui-même diviser la valeur arithmétique de sa monnaie par trois en triplant l'agrégat M3 de sa masse monétaire.

Pendant de nombreuses années, le pays lointain du roi zélé compensa le déficit de son système de retraite par une grosse subvention publique prise sur le budget de l'État. Mais, de son côté, l'État lui-même, malgré un accroissement incessant de sa pression fiscale sur une économie en voie d'appauvrissement, s'accordait des budgets systématiquement en déficit qu'il complétait par un recours incontrôlé à l'emprunt, au point d'avoir atteint, puis bientôt dépassé, le

taux d'endettement que les économistes considèrent comme insolvable.

Tout se jouait donc au Parlement, qui ne voyait pas d'autre solution que d'approuver le budget gouvernemental prévoyant un renflouement du système de retraite par le budget de l'État, lui-même en partie financé par l'endettement, du moins tant que le pays arriverait à trouver des prêteurs. De son côté, le roi méprisait de plus en plus ouvertement les populations déclarées « en déclin et en vieillissement » par le rapport qui lui servait de livre de chevet, ce qui eut pour effet de leur aliéner le système judiciaire mais aussi une part croissante des députés que les sujets envoyaient au Parlement pour les défendre face au gouvernement. Ainsi, les intérêts des populations issues des « migrations de remplacement » du fameux rapport, défendus par des députés des populations « en déclin et en vieillissement », furent majoritaires au Parlement plus d'une génération avant que les populations bénéficiaires ne fussent majoritaires dans le pays, ou même dans la population active employée.

Or, venues d'une autre planète, les populations « de remplacement » n'avaient ni les mêmes valeurs, ni la même Histoire sociale, ni le même parcours cotisant que les populations « en déclin et en vieillissement ». En matière de valeurs, elles privilégiaient la solidarité intergénérationnelle familiale, les jeunes actifs, aussi nombreux que possible, subvenant aux besoins des vieux inactifs dans le cercle familial sans passer par un coûteux système institutionnel. En matière d'Histoire sociale, elles se voyaient prélever dès leur arrivée ou dès leur obtention d'un emploi déclaré, des cotisations pour servir en temps réel les pensions des retraités indigènes, tout en entretenant leurs propres vieux au pays et tout en sachant que le système par répartition ne leur constituerait pas de retraite différée et donc qu'elles devraient se débrouiller hors système. Et en matière de parcours cotisant, ces populations d'origine

extraterrestre avaient eu du mal à s'insérer dans l'économie déclarée de leur nouveau pays, vivant parfois d'activités non cotisantes ouvrant peu de droits futurs dans le système d'ailleurs manifestement en faillite.

Un beau matin d'automne de l'an de grâce N, le Parlement acquis aux intérêts du « remplacement » refusa de voter un nouvel accroissement des impôts ainsi que d'approuver la proposition royale d'une nouvelle subvention gouvernementale au système failli. On recompta les voix, puis les hérauts durent annoncer aux sujets que le Parlement venait pour la première fois de refuser de détourner les impôts de leur finalité gouvernementale et de pallier « exceptionnellement » comme d'habitude la faillite du système de retraite. En l'an N+1, on distribuerait ce qui resterait de la collecte des cotisations de l'an N, moins les frais de gestion de l'année et les coûts, notamment sociaux, du démantèlement définitif du système, exception historique qui avait couvert, avec difficulté, trois générations. L'institution de répartition se mit une dernière fois en grève, comme autrefois quand elle exigeait une augmentation de salaire. Les retirés, et jusque-là pensionnés, des populations « en déclin et en vieillissement » se mirent en grève de la faim et du vote, ce qui ne gêna personne dans les populations issues des « migrations de remplacement », et réjouit les partisans de la solution terminale de chaque hallali, impopularisée par un célèbre gérontophobe français.

Le mythe Retraite avait vécu. Sur son îlot tropical défiscalisé, le roi zélé finissant n'en entendit même pas parler. Quant aux rédacteurs du rapport démographique et anti-économique du 21 mars 2000, ils étaient morts depuis longtemps et il ne restait plus rien à l'adresse www.un.org/en/development/desa/population/publications/ageing/replacement-migration.shtml.

Stratediplo

www.stratediplo.blogspot.com